

monde. Les groupes de représentants d'entreprises canadiennes qui participent à ces missions sont constitués de gens auxquels les autres pays ont confiance, et cela nous est très utile dans nos échanges internationaux. Nous devons prendre une décision cruciale le 26 octobre, qui aura une incidence importante sur notre avenir comme pays et notre rôle dans le monde.

Certains rejettent l'Accord de Charlottetown — je ne suis pas d'accord avec eux. À mon avis, nous avons une bonne entente, et je vous encourage tous à la lire pour constater à quel point elle préserve le meilleur de notre passé tout en permettant au Canada de connaître un avenir encore meilleur. Je vous recommande tous vivement de bien peser le pour et le contre de la décision que tous les Canadiens sont appelés à prendre le 26 octobre. Qui plus est, je vous exhorte à aider le Canada à faire un pas en avant, à dénouer l'impasse des cinquante dernières années et à permettre au Canada d'évoluer de manière à répondre aux besoins de notre population, maintenant et dans l'avenir.

Mais supposons que l'entente soit rejetée. Que ferons-nous? Je ne peux pas prévoir ce qui arriverait, car nous serions dans une situation très incertaine — une période d'incertitude que nous n'aurions pas vécu depuis de nombreuses années.

Cette incertitude serait préjudiciable à notre économie qui, vous le savez, connaît actuellement une reprise très lente après une profonde récession. Je dis qu'il s'agit d'un risque important à envisager. Les marchés financiers ont fait connaître leur réaction, qui s'est traduite par une hausse de deux points et demi — près de trois points — des taux d'intérêt par rapport aux faibles taux enregistrés à la fin de l'été. Et c'est là le principal point que nous devrions, à mon sens, garder à l'esprit. S'il en résulte toute cette incertitude, vaut-il la peine de courir ce risque? Je ne crois pas.

Certaines personnes disent que si nous rejetons cet accord, nous pourrions en arriver à une meilleure entente en renvoyant la classe politique à la table de négociation. Pensez-y un instant.

À quoi tous les chefs politiques et tous les chefs autochtones ont-ils dû faire face lorsqu'ils sont retournés dans leur collectivité après en être arrivés aux compromis qui font partie de l'accord de Charlottetown? Des critiques de plus en plus vives. De nombreux Canadiens qui préconisaient la tolérance et le compromis pour résoudre l'impasse constitutionnelle il y a quelques mois ne se soucient pas beaucoup du résultat de ce processus. En fait, certaines positions se durcissent plus que jamais auparavant.

Dans ces circonstances, à la suite d'un «non», ces chefs politiques jugeront-ils qu'ils ont le mandat d'être encore plus souples lorsqu'ils retourneront à la table pour l'inévitable